leBimsa
LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA



8 LA QUESTION

Précarité, solidarité, insertion

COMMENT recréer du LIEN ?

2 LE PORTRAIT
Ambre Thomas
Championne de l'art floral

16 DÉCRYPTAGE
Crises agricoles
Faire face ensemble : l'urgence d'être présents

20 TERRITOIRES
Sécurité au travail
Quand les oreilles du cheval nous parlent

Le Bimsa n°261
Octobre/Novembre 2026

Portrait



« Je m'intéresse énormément aux fleurs françaises et locales, j'essaie de travailler au maximum avec. »

© DR



Ambre Thomas

CHAMPIONNE DE L'ART FLORAL

Ambre Thomas, 16 ans, en première année de CAP fleuriste au lycée agricole Luçon-Pétré (Vendée), aime les travaux manuels depuis toute petite. Vers l'âge de 8 ans, quelques cours d'art floral lui font entrevoir un monde « incroyable ». Et la voilà, huit ans plus tard, avec la médaille d'or du concours « Un des meilleurs apprentis de France 2026 » autour du cou.

Du talent, un environnement familial favorable, de la passion et du travail. Un terreau idéal pour qu'éclose et se cultive une passion. Ambre aime les fleurs, jouer avec les volumes et ne se sent pas de travailler dans un bureau. Ses parents la soutiennent dès le départ dans son choix de passer un CAP fleuriste. « *Il faut suivre ce que l'on aime* », glisse sa mère.

Et quand, en première année, sa fille lui dit qu'elle aimerait tenter le concours, elle lui répond : « *On s'inscrit au départemental. Nous verrons à quoi ça ressemble, pour l'année prochaine.* » Le national n'est pas dans les esprits ; d'autant que la plupart des candidates qui se présentent face à elle sont en 2e année de CAP et en apprentissage.

« *Mais aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas les années* » écrivait Corneille. Résultat, une médaille d'or et l'accès au concours régional ; à l'issue duquel elle se retrouve sur la plus haute marche du podium. Pour la deuxième fois. Cela la conduit tout droit à Arras, où se joue le titre de Meilleur apprenti de France. Mais de la Vendée à Arras, la route n'est pas de tout repos.

La composition d'un bouquet, d'un centre de table et un sujet créatif constituent le socle commun des trois étapes. Celle du national se distingue des précédentes par l'ajout d'une épreuve, mais surtout par le fait qu'une seule d'entre elles est découverte à l'avance.

Cependant, cette épreuve, connue un mois plus tôt, n'offre pas davantage de sérénité que la découverte des trois autres le jour J. Pire, elle y ajoute des difficultés techniques et logistiques. « *Nous devions réaliser une stèle commémorative pour les Canadiens morts pendant la Première Guerre mondiale à Vimy (Pas-de-Calais),* explique Ambre. *La seule contrainte était que la stèle ne dépasse pas 2 mètres de haut et 60 cm de côté.* »

Des fleurs origine France

Grands-parents et parents mettent la main à la pâte pour fabriquer la structure. Puis pour la démonter et parvenir à la faire rentrer dans la voiture familiale pour le trajet jusqu'à Arras. « *C'était un casse-tête terrible. Certaines participantes sont même arrivées avec des remorques* », relate-t-elle.

« *Le jour du concours, toutes les candidates travaillent avec les mêmes fleurs. Mais pour cette épreuve, dont le but était de réaliser la floraison en deux heures, nous avions le choix des espèces et des quantités* », précise Ambre. Elle travaillera des fleurs d'origine française car, davantage qu'une simple posture pour le concours, c'est une véritable éthique de travail pour elle.

Après le bouquet et le centre de table, les candidates se voient remettre un bambou avec quelques accessoires et deux images d'inspiration. Leur mission ? Créer une lance de joutes navales (une spécialité d'Arras) en deux heures. Un vrai marathon. La journée commencée à 7 heures se termine, 4 épreuves et 12 heures plus tard, avec l'annonce des résultats.

Ambre, la 1re année, devance toutes ses aînées. Les portes du concours sont désormais refermées mais il en ouvre bien d'autres. « *Cette médaille devrait m'aider dans ma recherche de stage ou de travail.* » Car, sans étonnement, elle compte poursuivre ses études en brevet professionnel fleuriste après le CAP. Et peut-être la retrouverons-nous, un jour, la veste ornée du col tricolore des Meilleurs ouvriers de France.

Frédéric Fromentin

DATES-CLÉS

Mars 2026	Médaillée d'or au concours départemental du Meilleur apprenti de France
10 mai 2026	Médaillée d'or au concours régional du Meilleur apprenti de France
27 juin 2026	Médaillée d'or au concours national du Meilleur apprenti de France

SOMMAIRE

En une :
Le camion PAMELA va à la rencontre des personnes en situation de précarité (lire en p. 18).

2 LE **PORTRAIT**

Ambre Thomas, championne de l'art floral

5 L'**ESSENTIEL**

L'actu des régions et de l'institution

8 LA **QUESTION**

Précarité, solidarité, insertion
Comment recréer du lien ?

16 **DÉCRYPTAGE**

› **Crise agricoles**
Faire face ensemble : l'urgence d'être présents

20 **TERRITOIRES**

› **Bien-être et sécurité au travail**
Éthologie : quand les oreilles du cheval nous parlent

› **Appel à projets**
En action pour l'inclusion

› **Valérie Arsicaud**
La pro des cotisations sociales

25 **MIEUX-VIVRE**

› **Journées du don agricole**
La solidarité dans les champs

› **Journées européennes du patrimoine 2026**
Quand l'agriculture prend la pose

28 DES **NOUVELLES** DE...

... la santé
Obésité : la progression ralentit en France

ÉDITORIAL

Faire vivre la solidarité, prévenir LA PRÉCARITÉ

Dans les campagnes, la pauvreté reste parfois peu visible. Elle concerne pourtant 14,4 % des habitants des zones rurales isolées, selon les données de l'Insee. Dans ces mêmes territoires, ils sont 17,2 % à déclarer des difficultés financières en fin de mois. L'éloignement des services et les contraintes de mobilité peuvent accentuer ces fragilités.

Pour la MSA, la solidarité se traduit par une responsabilité concrète : repérer les difficultés, rendre les droits accessibles et accompagner chacun pour retrouver des perspectives. Cette ambition traverse notre plan institutionnel d'action sanitaire et sociale 2026-2030. Elle concerne les exploitants en difficulté, les salariés aux parcours discontinus et les saisonniers mais aussi les familles, les jeunes, les personnes âgées et les aidants.

Notre première exigence est d'aller vers ceux qui ne demandent pas d'aide. La méconnaissance des prestations, la complexité des démarches ou la réticence à solliciter un soutien peuvent priver des adhérents de leurs droits. Notre guichet unique et nos travailleurs sociaux permettent un accompagnement global, associant accès aux droits, aux soins, au logement et à la mobilité. Prévenir les ruptures professionnelles et soutenir l'insertion, avec les départements, France Travail et les acteurs agricoles, participent de cette même démarche.

La lutte contre la précarité passe aussi par l'accès digne à une alimentation de qualité. En soutenant les épiceries solidaires, le glanage et les coopérations avec les producteurs, nous voulons rapprocher les besoins des personnes et les ressources des territoires, tout en tenant compte de la viabilité économique des exploitations. L'agriculture peut ainsi contribuer directement aux solidarités locales.

Ces solidarités doivent se vivre à tous les âges. Développer les services aux familles et aux jeunes, accompagner le maintien à domicile, offrir du répit aux aidants et prévenir l'isolement des aînés contribuent à éviter que les difficultés ne s'installent. Les centres sociaux et les espaces de vie sociale sont essentiels pour entretenir ces liens.

Avec nos partenaires, nous voulons renforcer cette action de proximité dans le cadre du dispositif « Bien vivre en milieu rural ». Notre cap est de permettre à chacun d'accéder aux services dont il a besoin, de préserver son autonomie et de trouver sa place dans la vie collective. C'est ainsi que nous faisons vivre notre engagement mutualiste.



François Serpaud,
premier vice-président de la CCMSA.

Le Bimsa n°261 | Octobre-Novembre 2026

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – **Le Bimsa :** dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – **Directrice de la publication :** Anne-Laure Torrésin – **Comité d'orientation :** Jean-François Fruttero ; Sabine Delbosc-Naudan ; Hélène Dapvril ; Jean-Marie Gautier ; Thierry Girard ; Frédéric Lanneau ; Thierry Manten ; Xavier Valette – **Rédactrice en chef adjointe :** Marie Molinario – **Rédacteurs :** Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Fatima Souab – **Maquettiste :** Delphine Levasseur – **Conception :** Christine Brianchon – **Administration et abonnements :** tél. : 01 41 63 73 31 – **Abonnement 1 an :** 11,60 € – **Imprimeur :** Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – **Éditorial :** © Sylvain Cambon/CCMSA Image – **Couverture :** © Marie Molinario/Le Bimsa

La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.

PUY-DE-DÔME

Sommet de l'élevage : la MSA joue la carte de la proximité

Pendant les quatre jours du salon, du 6 au 9 octobre, la MSA Auvergne a multiplié les rencontres. Dépistage de la glycémie, sensibilisation aux risques professionnels avec la « Roue du bovin » ou encore quiz ludique avec le « Buzzer à la rescousse » pour tester ses connaissances sur la MSA ont rythmé la vie du stand.

Cette 35e édition a également été marquée par plusieurs temps forts : la signature de conventions avec les Jeunes agriculteurs et Initiativ'-Retraite, des échanges avec des représentants de l'État, dont la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, et du monde agricole, ainsi que des tables rondes consacrées à la précarité alimentaire, la santé et sécurité au travail. Mobilisée dans le cadre d'Octobre rose, la caisse a aussi participé à une conférence de presse dédiée au dépistage des cancers. De l'accompagnement social à la prévention santé, la MSA a confirmé sa volonté d'être au plus près de ses ressortissants et des acteurs des territoires ruraux.


© MSA Auvergne

Petits et grands ont buzzé pour mieux connaître la MSA.

MOSELLE

Terres de Jim fait le plein


© MSA Lorraine

Grâce aux 250 participants qui ont pédalé 500 km sur le stand MSA, un don de 1 000 € a été remis à la Ligue contre le cancer.

Du 11 au 13 septembre, la plus grande foire agricole en plein air d'Europe a réuni près de 100 000 personnes à Metz-Magny. Trois jours très rythmés, notamment au sein du village de la MSA Lorraine et de ses partenaires.

Les animations autour de la prévention santé (avec « Aime tes dents ! », temps de sensibilisation autour de la santé bucco-dentaire), du bien-être (avec « Prendre soin de soi », consacrée à la gestion du stress et l'adoption de bonnes pratiques au quotidien) et des risques professionnels (présentation de Sécuriplac pour prévenir les chutes de hauteur, de protections anti-UV et d'un simulateur de renversement de tracteur) ont attiré un large public. Élus et administrateurs ont également échangé avec les visiteurs grâce au quiz « Le vrai/faux des délégués ».

À l'occasion de l'inauguration du village, Jean-François Fruttero, président de la Caisse centrale de la MSA, et Dominique Sautré, président de la MSA Lorraine, ont évoqué les conséquences de la sécheresse, la mise en place du plan d'urgence et l'importance du rôle d'acteur de proximité de la MSA face aux défis du monde agricole.

HAUTE-GARONNE

Innov-agri : la MSA sur tous les fronts

Les 9 et 10 septembre à Ondes, les visiteurs d'Innov-Agri ont bénéficié d'un ciel radieux et de l'accueil des équipes et des délégués de la MSA Midi-Pyrénées Sud. Présentes sur tous les fronts au cœur du village conseil, ils ont répondu à leurs questions, les ont accompagnés dans leurs démarches et tenus informés sur leurs droits ; notamment lors d'une conférence autour des réformes de l'assiette de cotisations et du statut de conjoint collaborateur. Elles étaient aussi présentes sur le terrain de la prévention avec des initiations aux gestes qui sauvent : massage cardiaque, utilisation d'un défibrillateur et techniques de contention animale. Le simulateur de conduite et de manœuvre d'un tracteur a connu un vrai succès, et permis aux préventeurs d'aborder les risques professionnels qui y sont liés. De nombreux échanges avec les acteurs du territoire ont également eu lieu durant ces deux jours. Sylvie Robin et Patricia Saget-Castex, présidente et vice-présidente de la MSA Midi-Pyrénées Sud, ont notamment rencontré Fabrice Rigoulet-Roze, préfet de la région Occitanie et de la Haute-Garonne.

Le chiffre

+ 32 %

d'appels à Agri'écoute enregistrés au premier semestre 2026, comparé à la même période en 2025.
Le facteur climatique est par ailleurs cité trois fois plus souvent.

ILLE-ET-VILAINE

Space : la prévention mise en lumière


© DR

Grâce à une technique d'imagerie spéciale, les participants observent en direct les effets de l'exposition aux rayons du soleil sur leur peau.

À l'occasion de la 40e édition du Salon international de l'élevage, qui s'est tenue du 15 au 17 septembre à Rennes, les MSA Portes de Bretagne et d'Armorique sont allées à la rencontre des professionnels autour de plusieurs enjeux de santé et de protection sociale.

Cette année, l'accent a été mis sur la prévention des risques liés au soleil auprès des travailleurs agricoles particulièrement exposés. Sur leur stand, les deux caisses ont notamment proposé une animation studio photo UV, en partenariat avec l'association Sécurité solaire, permettant aux visiteurs de visualiser les effets de l'exposition au soleil sur leur peau.

Les échanges ont également porté sur les conséquences des épisodes de forte chaleur et les dispositifs d'accompagnement proposés. La visite de Jean-François Fruttero, président de la Caisse centrale de la MSA, accueilli par ses homologues bretons Isabelle Coué et Bernard Simon, a permis d'aborder ces enjeux, ainsi que la prévention du mal-être.

Parallèlement, les MSA bretonnes sont intervenues lors d'une conférence consacrée aux liens entre bien-être animal, santé mentale et performance des exploitations.

31 701 **femmes** du régime agricole sont prises en charge pour un **cancer du sein** (phase active ou sous surveillance)

Source : Statistiques MSA 2024 (dernières données disponibles)

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Cultiver la santé des femmes


© MSA Sud Aquitaine

Mélissa Joubert, maraîchère, a partagé son expérience de l'adaptation de son travail à ses problèmes de dos.

Près de 150 personnes se sont retrouvées le 1e octobre au lycée agricole de Montardon à l'occasion de la journée « Cultiver la santé des femmes », organisée par les délégués de la MSA Sud Aquitaine. Leur motivation : aborder, sans tabou, les questions de santé, de prévention et de qualité de vie.

La journée a démarré par la visite de l'exploitation de Mélissa Joubert, maraîchère bio à Lons. Après une opération du dos, l'agricultrice a adapté son travail avec l'aide des conseillers en prévention de la MSA. Arrivés au lycée, les participants ont pu, par la suite, échanger sur les risques professionnels, la santé cardiovasculaire, le dépistage des cancers, la maternité ou encore l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Temps fort de l'événement : le témoignage d'une élue MSA ayant survécu à deux cancers, venue rappeler l'importance du dépistage et de l'écoute de soi.

Entre récits de vie, conseils pratiques et séance de sophrologie, cette rencontre a mis en avant l'importance de prendre soin de soi, condition essentielle pour exercer durablement son métier et réaliser ses projets.

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Bien se nourrir, un droit pour tous

La Bourgogne-Franche-Comté a lancé le 15 septembre sa Fédération régionale de la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), une première à cette échelle. Portée par un collectif d'acteurs associatifs, agricoles et institutionnels, avec le soutien de la MSA, son but est de faire émerger un droit universel à une alimentation suffisante, choisie et de qualité, en fédérant les initiatives du territoire et créant un espace de partage et d'échanges. La Région entend ainsi soutenir davantage les dynamiques locales et étudie également la faisabilité d'une « carte vitale SSA » à l'horizon 2028. Au-delà de l'aide financière, la démarche vise à lutter contre la précarité alimentaire tout en soutenant les producteurs locaux et en favorisant des habitudes alimentaires bénéfiques pour la santé. Les participants sont également associés à la gouvernance des dispositifs et aux réflexions sur les critères de conventionnement des produits et points de vente.

HÉRAULT ET GARD

La prévention au cœur des vendanges


© MSA du Languedoc

Un mécanicien indépendant assure la vérification des systèmes de freinage et de signalisation des engins.

C'est en plein cœur des vendanges que les équipes de la MSA du Languedoc ont mené la campagne tracteurs de l'Hérault, en partenariat avec Groupama Méditerranée.

Du 4 au 11 septembre, 186 tracteurs et remorques ont été contrôlés par un mécanicien, tandis que les conseillers en prévention, médecins et infirmières en santé au travail abordaient avec les acteurs de la profession la prévention du risque routier et les principaux facteurs de risques liés à l'activité agricole : parmi ceux-ci, on retrouve notamment le bruit, les risques cardiovasculaires, l'exposition solaire et la chaleur. C'est d'ailleurs sur ces deux derniers phénomènes que l'accent a été mis. En effet, les vendanges sont une période intense lors de laquelle il faut redoubler de vigilance, adapter ses pratiques et avoir les bons réflexes, notamment face aux fortes chaleurs. La campagne s'est poursuivie dans le Gard avec 58 tracteurs et 62 remorques contrôlés.

CHER

Espaces verts : une journée pour préparer les jeunes à la prévention


© MSA Beauce Cœur de Loire

Les établissements d'Eure-et-Loir, du Loiret et du Cher se sont retrouvés pour une journée de Challenge.

Comment donner aux jeunes l'envie de s'intéresser à la prévention ? La MSA Beauce Cœur de Loire a trouvé un angle original pour l'ancrer durablement chez les futurs professionnels des espaces verts.

Le 8 octobre, des jeunes en formation Jardin Espace Verts des trois départements du territoire se sont retrouvés autour d'une « journée challenge » au lycée du Subdray. Au programme : secourisme, débroussaillage, reconnaissance des essences, chasse aux risques, chargement et déchargement d'un camion, affûtage ou encore sécurité au travail.

Chaque équipe était composée de trois jeunes et d'un moniteur accompagnant, s'affrontant sur des épreuves théoriques et pratiques.

C'est le campus de la Mouillère d'Orléans qui a remporté la compétition. Il est reparti avec un chèque de 2 000 euros qui servira à développer un projet de prévention avec l'aide d'un conseiller MSA.

Cette journée a mobilisé les services et les délégués MSA, ainsi que différents partenaires.

AGENDA

France

Quinzaine de la transmission-reprise

→ du **13** au **27 novembre**



Les Chambres d'agriculture se mobilisent à l'occasion de la 11e édition de la Quinzaine de la transmission-reprise. Objectif : sensibiliser, informer et accompagner les porteurs de projets de transmission et d'installation afin de préserver l'activité agricole, la souveraineté alimentaire et la vitalité des territoires ruraux.

» **chambres-agriculture.fr**

La Roche-sur-Yon (Vendée)

Tech Élevage

→ du **24** au **26 novembre**

Le rendez-vous incontournable de l'innovation pour toutes les filières d'élevage se tient au Parc des expositions des Oudairies pour sa 14e édition. Concours génétiques, conférences sur les grands enjeux des filières et concours des bouchères sont au programme de ce salon professionnel dédié aux éleveurs, fournisseurs et acteurs des filières animales.

» **techelevage.fr**

Bordeaux (Gironde)

Vinitech-Sifel

→ du **1er** au **3 décembre**

Le salon viti-vinicole international célébrera sa 25e édition au Parc des expositions de Bordeaux. Il réunit l'ensemble des professionnels des filières vitivinicole, arboricole et maraîchère et rassemble 700 exposants de 24 pays.

La MSA, présente chaque année, proposera notamment des conférences sur les outils et accompagnements proposés aux professionnels ainsi que sur le captage du CO_2 dans les chais.

» **vinitech-sifel.com**



Précarité, solidarité, insertion

COMMENT recréer DU LIEN ?

Plus d'un million d'habitants des zones rurales non périurbaines vivent sous le seuil de pauvreté. Derrière ce chiffre se cachent des réalités multiples : éloignement de l'emploi, isolement, difficultés de mobilité, mal-logement ou rupture avec les institutions. Au plus près des populations, travailleurs sociaux, associations et collectivités réinventent chaque jour des réponses concrètes.
De Pithiviers au Grand Libournais, découvrez comment le lien humain reste souvent le premier pas vers l'insertion, l'accès aux droits et la reconstruction.

Chantier d'insertion

Reprendre pied GRÂCE AU TRAVAIL

Comment se relever quand on a tout perdu ou qu'on est isolé depuis trop longtemps ? À Pithiviers, Aser Emploi accompagne les personnes éloignées du monde du travail en leur proposant un contrat. Repères, rythme et liens sociaux… pour beaucoup, le chantier d'insertion représente bien plus qu'un simple job : c'est un premier pas pour se reconstruire.


© Coline Lucas/Le Bimsa

« *On a vu pire comme cadre de travail, non ?* » lance Julien Remy avec un grand sourire, en regardant la végétation luxuriante des berges de l'Œuf, dans le Loiret. Nous sommes aux alentours de Pithiviers, avec le chantier-atelier d'insertion de l'Association solidarités emplois ruraux (Aser). Devant lui, une vingtaine de personnes, casquettes orange floquées « Aser » vissées sur la tête, avancent d'un bon pas dans une ambiance bon enfant. Aujourd'hui, la petite équipe travaille pour son client récurrent, le Smore, le Syndicat mixte Œuf Rimarde Essonne. Elle a pour mission de débarrasser les berges d'une plante envahissante : la balsamine de l'Himalaya. Julien Remy et Hazaël Castrot, les deux encadrants techniques de la structure, supervisent l'opération, aidés de Xavier, chef de chantier, entré dans l'association comme les autres salariés.

Basée à Bourges, Aser, créée en 1994 par la MSA, compte cinq chantiers dans la région. Structure d'insertion par l'activité économique, elle emploie et accompagne des demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires du RSA et des personnes qui rencontrent des difficultés sociales ou professionnelles.

Sur le site de Pithiviers, les salariés réalisent des travaux dans la gestion des espaces verts et naturels pour des clients variés. « *On intervient autant en rivière que sur la voierie, dans des jardins de particuliers ou des institutions publiques* », explique Julien.

« *Ici, ils retrouvent un sentiment d'utilité,* note Julien Remy. *En fin de journée, on voit concrètement le travail accompli. C'est gratifiant.* »

Ils sont aujourd'hui 20, trois femmes et 17 hommes, âgés de 19 à 61 ans, embauchés en contrat d'insertion, tous avec des parcours très variés. Certains ont connu des ruptures professionnelles ou personnelles, d'autres font face à des problématiques de santé, de mobilité, d'isolement ou rencontrent des difficultés sociales qui peuvent freiner leur accès durable à l'emploi.

Retrouver une utilité dans la société

À Pithiviers, où 27 % de la population vit sous le seuil de pauvreté – contre 15,4 % au niveau national –, les difficultés dépassent le seul cadre de l'emploi. « *Les personnes que l'on accompagne sont souvent exclues du système depuis de nombreuses années,* expliquent les encadrants. *L'un de nos salariés, par exemple, n'avait pas travaillé depuis 17 ans.* »

Aux difficultés personnelles, s'ajoutent celles liées au territoire. « *Un des gros problèmes de la région, c'est la mobilité. Les grandes industries fournisseuses d'emploi sont situées en campagne. Il faut forcément le permis et un véhicule pour s'y rendre* », note Julien.

« *Entre les problématiques d'alcool, d'addictions, ou la phobie de passer le code car beaucoup rencontrent des difficultés avec la compréhension* »

Paroles de salariés

› Christine, 61 ans

« J'adore travailler dehors dans ces beaux paysages et continuer à apprendre. On est très bien encadrés et formés. Ils sont toujours disponibles. Et puis, il y a une bonne ambiance. Pour les plus jeunes, c'est un excellent tremplin pour un futur emploi. »

› Mélanie, 33 ans

« Je n'avais pas travaillé depuis longtemps. Ça m'a permis de reprendre un rythme. Toute seule chez moi à m'occuper de mon enfant, je tournais en rond. Avec Aser, on peut tester des secteurs, ça m'a vraiment aidée. J'espère garder contact avec les membres de l'équipe avec qui j'ai noué des liens très forts. »

à l'écrit, ça devient vite compliqué de trouver du travail, renchérit Hazaël. *Puis c'est le cercle vicieux : on s'enferme dans ses problèmes, donc on a du mal à trouver un emploi, etc.* »

Le logement est un autre obstacle. « *Plusieurs de nos salariés dorment dehors et nous n'avons pas de solutions à leur proposer à part contacter les services d'accueil d'urgence, qui n'ont souvent pas de place… Ou alors, elles ne sont pas adaptées. Si on leur propose un logement à Orléans, qui se situe à une heure de route, c'est impossible si on n'a pas le permis* », déplore-t-il.

C'est le cas de Frédéric, qui a connu la prison à cause de sa conduite en état d'ébriété et qui est depuis peu à la rue. « *Je buvais beaucoup. Aujourd'hui, je me fais soigner et je participe aux réunions des alcooliques anonymes. J'aimerais repasser le permis et reprendre une activité.* » Cet ancien carrier souffre aujourd'hui de problèmes de santé et peine à voir le bout du tunnel. Hébergé chez un collègue, il n'a pour le moment aucune alternative pour se loger. Il tente de se concentrer sur ses objectifs : le permis, un emploi et un domicile. Les salariés sont également accompagnés sur le plan social, « *mais malheureusement, ça ne fait pas tout* », confirme Julien.

Un retour à l'emploi adapté

Chez Aser, les employés sont embauchés pour une durée de deux ans. Ils réalisent 24 heures par semaine, sur trois jours, du lundi au jeudi. Un retour en douceur qui favorise la confiance en soi tout en réapprenant à travailler en collectif. « *On est là pour leur redonner un cadre,* explique Julien. *Pour ces personnes, retrouver un emploi du temps, respecter les contraintes, les horaires, c'est déjà un grand pas vers la réinsertion.* »

Pour Mélanie, jeune mère célibataire de 33 ans, Aser lui a permis de sortir de l'isolement. « *Après une longue période sans emploi, travailler ici m'a aidée à reprendre un rythme. Chez moi, je commençais à tourner en rond.* » Son passage par l'association lui a été bénéfique. Dès le lendemain, la jeune femme commence une formation dans le domaine de la vente.

Elle fait partie des salariés pour qui le chantier est un réel tremplin. « *50 à 70 % d'entre eux le quittent pour un emploi ou une formation* », se félicite Sandra, conseillère socio-professionnelle pour l'association. Au quotidien, elle aide les travailleurs dans leurs démarches administratives et sociales mais aussi dans la construction de leur projet professionnel. « *On les accompagne également après leur sortie pour suivre leur évolution et les aider dans la transition avec leur nouvelle vie.* » Pour préparer cette sortie, des stages sont organisés au sein des entreprises. Ces périodes de mise en situation en milieu professionnel permettent au salarié et à l'employeur d'évaluer si une embauche est envisageable. « *Cela permet aux salariés de repartir d'un bon pied, mais il reste un gros travail à faire derrière,* conclut Sandra. *Pour certains, qui vivent des moments très difficiles, le chantier n'est qu'un point de départ. On sait que l'on sème des graines qui serviront plus tard.* »

À la fin de la journée, la table dressée pour le départ de Mélanie témoigne en tout cas d'une chose : au-delà de retrouver un rythme, d'acquérir de nouvelles compétences et de remettre un pied dans le monde du travail, l'association offre la possibilité de nouer des liens et de se faire une place au sein d'un collectif. Une manière, déjà, de reprendre pied.

Coline Lucas



Grâce au chantier d'insertion d'Aser Emploi, les salariés réapprennent à travailler en collectif mais aussi, pour beaucoup, à renouer des liens sociaux.



Photos : Coline Lucas/Le Bimsa

Les salariés du chantier d'insertion d'Aser débarrassent les berges de l'Œuf d'une plante invasive sous la supervision des encadrants et de leur client.

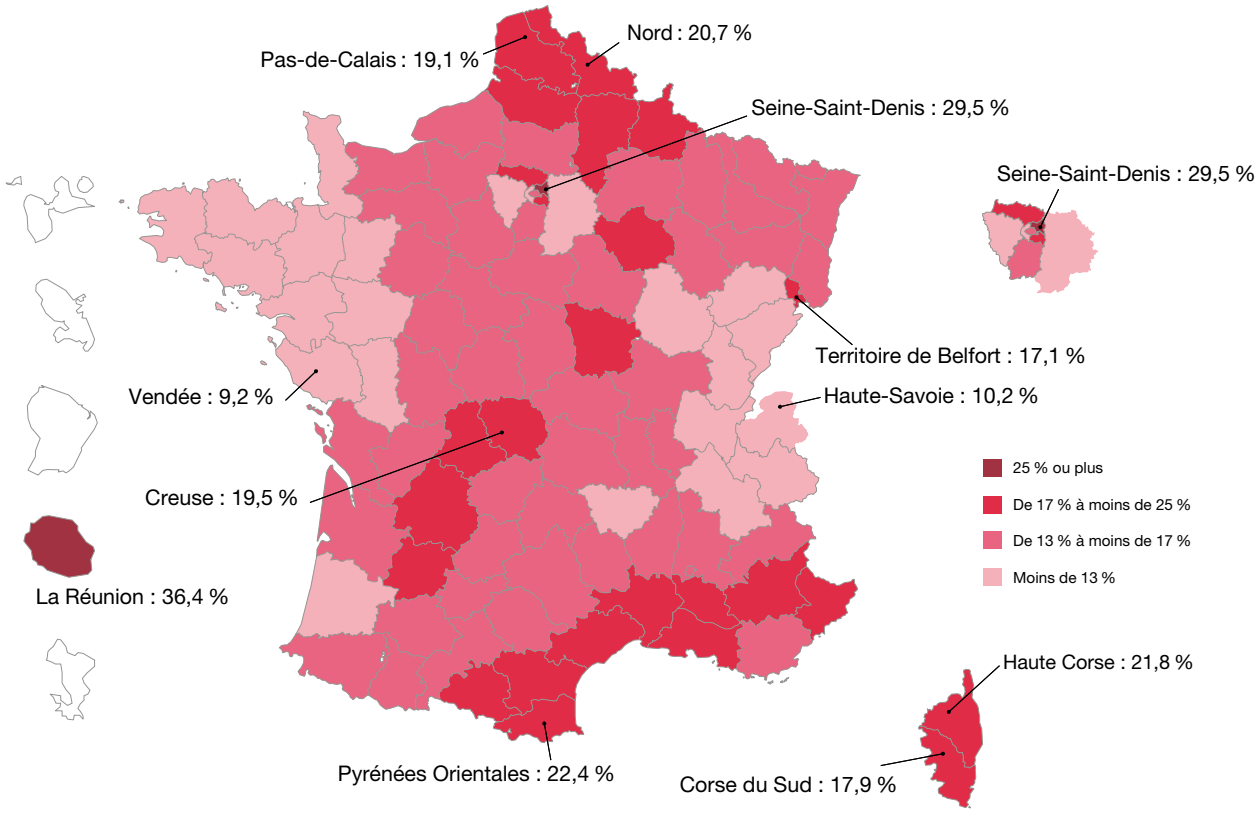
Départements

La pauvreté à l'échelle DES TERRITOIRES

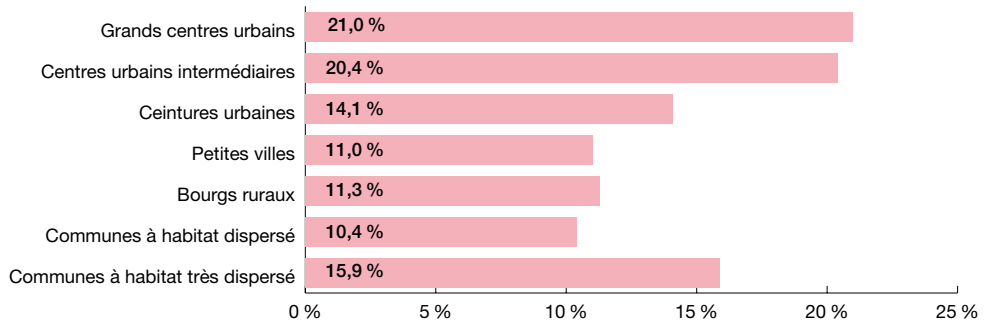
En 2024, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté monétaire en France métropolitaine, c'est-à-dire avec 1 337 euros par mois pour une personne seule et 2 807 euros pour un couple ayant deux enfants de moins de 14 ans. Ces chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) de juillet 2026 se traduisent par des inégalités territoriales. États des lieux.

Texte et infographie : Fatima Souab

Taux de pauvreté par département en 2023



Taux de pauvreté selon la grille de densité communale en 2023(1)



(1) Densité communale : nombre d'habitant par km².

Sources carte et tableaux : Insee-DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2023.



Photos : Marie Molinario/Le Bimsa

1



Allez vers ceux qui ne demandent plus rien

Le lien **AVANT TOUT**

Dans les territoires ruraux, la précarité est souvent discrète. Elle se cache derrière l'isolement, l'absence de mobilité, les ruptures familiales ou les parcours de vie cabossés. Depuis plusieurs années, le camion PAMELA sillonne les routes du Grand Libournais, en Gironde, à la rencontre de personnes que les services sociaux peinent à atteindre. Reportage.

Coutras, 13 h 30. Nicolas[1] est déjà posté sur le petit parking arboré. Lui et sa chienne Mika attendent tranquillement l'arrivée de PAMELA, qui ne tarde pas à montrer le bout de son capot. Le camion blanc estampillé des initiales de « Point accueil mobile écoute liaison accompagnement » se gare. Élise, Cécile et Assiya sont à la manœuvre. À peine le temps de sortir tables et chaises, d'entamer la discussion, que d'autres les rejoignent. « *J'ai marché 10 km depuis ce matin*, lance un nouvel arrivant. *Cette nuit la pluie a inondé le squat !* »

Pour beaucoup, ce rendez-vous hebdomadaire est devenu une habitude. Pour certains, c'est même un point d'ancrage vital. « *C'est une bouffée d'oxygène. Ici, je retrouve une ambiance fraternelle, conviviale, sans enjeu ni jugement* », confirme Adam, café à la main. À bord du véhicule aménagé, il est possible de prendre une douche, de se restaurer, se connecter à internet ou simplement d'échanger en tête-à-tête.

Agnès débarque à vélo. La « mamie » de la bande, comme ils la surnomment, apporte les dernières pêches de son jardin. « *J'en profite pour prendre une douche, et puis ça fait voir du monde.* » Chez elle, plus d'électricité ni d'eau. « *Heureusement, j'ai mon puits* », explique l'ancienne ouvrière viticole, modestement. Nicolas sort justement fraîchement de la douche, elle en profite pour prendre sa suite.

Au pied du camion, l'atmosphère ressemble davantage à celle d'un lieu de rencontre que d'une permanence sociale. Et c'est précisément tout l'esprit de PAMELA.

Créé par l'association Le Lien (lire en encadré), le dispositif parcourt depuis 2020 les communes du Grand Libournais pour aller au-devant des personnes en situation de précarité ou de grande fragilité sociale. Une permanence mobile qui mène, comme son nom l'indique, un travail d'écoute, de médiation et d'accompagnement de ces publics difficiles à atteindre.

À l'origine du projet, un constat partagé par les élus locaux et les acteurs sociaux : dans les territoires ruraux, certaines personnes passent durablement sous les radars. Faute de mobilité, en raison de problèmes de santé, d'un isolement croissant ou d'une rupture avec les institutions, elles ne sollicitent plus les dispositifs existants.

Pour elles, le lien social constitue la première urgence. « *Cela fait partie des besoins primaires, au même titre qu'une douche ou un repas*, souligne Élise, accompagnante éducative et sociale, présente depuis 2020. *C'est la plus grande partie de notre travail.* » Une conviction qui guide l'ensemble de leur action. Cette approche repose sur une forme d'horizontalité face à un public qui craint les institutions. Les échanges se déroulent souvent à l'extérieur, autour d'un café, d'une gourmandise ou d'une cigarette. « *Il s'agit d'un moment de normalité essentiel, sur un espace commun, où on n'a pas plus nos aises qu'eux* », ajoute-t-elle. En ce jeudi après-midi à Coutras, on prend des nouvelles des uns et des autres, on discute jardinage et les blagues vont bon train. Un instant simple, où on oublie la solitude, les conditions dans lesquelles on va dormir ce soir, les addictions, les tensions et les coups durs de la vie.

Chaque semaine, pendant les douze mois de l'année, la règle est simple : les mêmes lieux, les mêmes



2

1 À bord de son camion aménagé, l'équipe de l'association Le Lien propose bien plus qu'une douche ou un café : un espace où renouer avec les autres devient une première forme d'accompagnement.

2 Élise Massé, accompagnante éducative et sociale, et Cécile Madères, éducatrice spécialisée, apportent chaque semaine écoute et conseils aux personnes marginalisées.

jours et les mêmes horaires. Une régularité indispensable pour que le camion soit connu et instaurer une confiance. Un repère stable dans un quotidien parfois chaotique. En parallèle de la permanence, l'équipe mène également des maraudes et des interventions à la demande.

Une relation de confiance

Au fil des mois, les professionnelles croisent des parcours de vie très variés. Des personnes sans domicile, vivant dans un logement précaire, certaines confrontées à des problèmes de santé, des ruptures familiales ou à une grande solitude. « *J'ai rejoint plusieurs associations car je ne voulais pas rester isolé* », confie Adam. Après avoir grandi au Maroc, dans un contexte familial difficile, cet ancien salarié en informatique a connu de nombreux petits boulots après son retour en France en 1990. Mais à la suite de deux infarctus, trouver du travail est devenu un parcours du combattant. « *Il y a beaucoup d'indifférence, de cloisonnement. Avec PAMELA, je retrouve une solidarité naturelle qui est très agréable. Ça me ressource.* » Il projette désormais de monter une micro-entreprise.

Une relation de confiance qui peut prendre plusieurs mois, voire plusieurs années, avant de déboucher sur une demande d'aide. « *La relation précède l'accompagnement et la confiance précède la demande,* résume Élise. *Au départ, certains refusent toute idée d'hébergement ou même de soin. Si nous arrivons au bout d'un moment ne serait-ce qu'à leur faire envisager cela, c'est déjà une victoire pour nous.* » « *Nous travaillons sur une temporalité longue, on avance au rythme des personnes, ce que les institutions classiques ne peuvent pas faire,* complète Cécile, éducatrice spécialisée. *Le but est d'amorcer quelque chose et de s'y raccrocher.* » Un travail de longue haleine qui demande beaucoup d'évaluation des attentes et d'adaptation des réponses à apporter.

Peu à peu, les besoins émergent. Une démarche administrative à entamer, un rendez-vous médical à prendre, une question de logement, de mobilité ou d'accès aux droits. PAMELA joue alors un rôle de passerelle vers les partenaires du territoire. Nicolas vient justement de prendre les coordonnées de la Maison des solidarités afin de lancer une demande de logement.

15 h 30. Sur le parking, les derniers cafés sont terminés. C'est l'heure, la joyeuse troupe aide à ranger les tables et commencent à se disperser. « *À la semaine prochaine !* » Chacun reprend son chemin, ses problèmes, mais pendant deux heures, avec PAMELA, personne n'était invisible.

Marie Molinario

(1) Les prénoms ont été changés.

Aller vers : une extension du travail social

Inspiré par une action similaire menée dans le Nord de la France, PAMELA a été lancé en 2019 par l'association Le lien, basée à Libourne. Créée en 1970, elle « *accueille, loge, accompagne et relie les personnes en situation de précarité ou d'exclusion afin de sécuriser leurs parcours, restaurer leurs droits, renforcer leur pouvoir d'agir et favoriser leur inclusion* ».

Le dispositif mobile PAMELA, qui sillonne le territoire rural du Grand Libournais, combine trois méthodes d'intervention : les maraudes, les permanences hebdomadaires et les interventions à la demande, notamment de partenaires tels que les mairies, la maison départementale de la solidarité et de l'insertion ou les France Services. « *Il ne s'agit pas de prendre en charge mais d'avancer côte à côte. Notre relation se déploie sans bureau, sans mobilier qui sépare, sans injonction. Nous nous mettons au même niveau, au sens propre comme au figuré. Les personnes nous disent souvent :* "Avec vous, ce n'est pas pareil." »

En 2025, le camion a accueilli 279 personnes lors de 2 122 passages. Il s'agit majoritairement d'hommes isolés âgés de 25 à 60 ans, avec un nombre croissant de personnes de plus de 60 ans. L'équipe organise également plusieurs événements et rencontres au cours de l'année : sorties au lac, ateliers de réduction des risques avec le bus du CEID-Addictions, interventions d'une socio-esthéticienne ou encore accompagnement vers l'autonomie, notamment grâce au partenariat avec une plateforme mobilité. Face aux fortes chaleurs estivales, les maraudes ont également été renforcées pour détecter et épauler les personnes les plus vulnérables.

Nathalie Latour, directrice de la Fédération des acteurs de la solidarité

« Plus de 30 % des gens ne font pas appel AUX AIDES DONT ILS AURAIENT BESOIN »

Nathalie Latour assure la direction générale de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) depuis 2022. Le réseau, qui fête ses 70 ans, rassemble 920 associations mobilisées autour de la lutte contre les exclusions. La directrice revient sur le sens des mots, l'importance du tissu associatif dans la prise en charge des plus fragiles et l'enjeu de la mission de solidarité pour la cohésion sociale.


© DR

Beaucoup de mots circulent sans que l'on en connaisse le sens : pauvreté, précarité, travailleur pauvre, assistanat. Comment définissez-vous ces termes ?

On mélange les notions qui décrivent la réalité avec les représentations que l'on peut en avoir. C'est ce que recouvre l'expression « assistanat ». La pauvreté désigne l'état d'une personne qui manque de ressources matérielles, financières, sociales pour mener une vie décente. L'approche de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) met en lumière un premier indicateur : la pauvreté monétaire, identifiable dès que le niveau de vie de la personne est inférieur au seuil de pauvreté. Celui-ci est défini en France à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il équivaut à ce dont on dispose financièrement pour vivre. Le Conseil national de lutte contre les exclusions (CNLE) ajoute à cette définition une dimension qualitative où vont intervenir tous les faits de privation (alimentation, logement, soin, etc.). La question monétaire ne dit pas tout des situations, notamment sur la capacité de se nourrir, d'accéder à des loisirs, d'avoir une vie sociale, etc. Ces variables permettent de mieux appréhender la question de la pauvreté.

Le mot « assistanat » est très utilisé ces dernières années ?

Il revient fortement depuis la crise du Covid et désigne souvent ceux qui ne travailleraient pas, vivraient des aides sans chercher à changer leur situation et ne contribueraient pas au système de solidarité. Mais de qui parle-t-on vraiment ? Des personnes au chômage, des bénéficiaires du RSA, ou de tous ceux qui perçoivent des aides publiques ? Durant la crise énergétique, les dispositifs de soutien ont aussi bénéficié aux ménages aisés : en 2022, le bouclier tarifaire et les aides sur les carburants leur ont permis de réaliser des économies moyennes plus élevées que celles réalisées par les ménages modestes. Si l'on réduit l'assistanat au fait de bénéficier d'aides, alors une grande partie de la population est concernée.

Ce terme péjoratif masque une autre réalité : parmi les bénéficiaires du RSA fin 2018, 39 % ont exercé une activité professionnelle au cours de l'année 2019, selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees). Plus largement, en 2022, 2,1 millions de personnes en emploi vivaient sous le seuil de pauvreté en France métropolitaine, soit 7,7 % des personnes en emploi. Ce seuil correspond à 60 % du niveau de vie médian ; en 2024, il s'établissait à 1 337 euros par mois pour une personne seule. Travailler ne garantit donc pas toujours de pouvoir se loger, se nourrir et vivre dignement.

Quel est le rôle de la Fédération des acteurs de la solidarité ?

Nous sommes un réseau, un collectif uni pour aider à lutter contre l'exclusion, renforcer l'accès au droit et construire des solutions durables pour les personnes en situation de pauvreté et de précarité, mais aussi pour toute la société. Nos acteurs, engagés sur l'ensemble du

territoire national, interviennent au sein d'associations, d'organisations, de centres communaux d'action sociale. Les structures sont de taille nationale comme le Secours catholique, Emmaüs, le groupe SOS, FTDA, les banques alimentaires. D'autres sont de taille régionale, locale. La majorité sont soutenus par des bénévoles. Elles prennent en charge les difficultés rencontrées par les personnes à toutes les étapes de la vie : l'hébergement, l'accès au logement, le retour à l'emploi. Elles s'intéressent aux demandeurs d'asile, aux réfugiés, aux étrangers, aux femmes victimes de violences, à la jeunesse, aux sortants de prison. Nous comptons 920 associations, composées de plusieurs milliers de bénévoles qui accompagnent sur le terrain plus de 1,2 million de personnes.

Vous travaillez en partenariat avec la Mutualité sociale agricole ?

Nous avons un partenariat notamment sur l'accès au droit. Le travail FAS-MSA et celui de nos adhérents avec les caisses de MSA locales consiste à être attentif à l'accès au droit des ressortissants agricoles à travers le maillage territorial et à articuler les réponses de nos associations avec les actions sociales déployées par les MSA. Nous travaillons à cette convergence. Alors que le taux de pauvreté est le plus haut depuis 30 ans, plus de 30 % des gens ne font pas appel aux aides dont ils auraient besoin.

Comment expliquer ce non-recours au droit ?

C'est multifactoriel. Le sentiment de honte, cumulé à la complexité des démarches et au problème de leur accessibilité, l'explique. La dématérialisation a aggravé le phénomène. Certes, elle est synonyme de progrès. Mais le basculement d'un modèle à un autre s'est fait sans laisser aucune autre alternative aux personnes qui en sont les sujets. On a quasiment enlevé tous les endroits de lien, de possibilité d'avoir quelqu'un au bout du fil. Des strates intermédiaires d'accès au droit ont été créées soumettant les usagers à une expérience citoyenne kafkaïenne.

Cela contribue à l'isolement ?

En zone rurale, ce qui est prégnant, c'est la distance : à l'emploi, aux soins, aux logements, aux droits, aux services. Les deux catégories de population les plus concernées par cette problématique sont les personnes âgées et les jeunes. Tout ce qu'on peut faire pour retravailler à la création du lien est indispensable, non seulement pour lutter contre le non-recours, mais aussi pour favoriser l'accès aux droits. Un service public qui ferme dans ces endroits possède un effet démultiplié sur l'isolement.

Votre fédération y travaille ?

Notre fédération et nos associations s'y attèlent. Ce qui nous inquiète, c'est la situation budgétaire dans laquelle nous nous trouvons, avec des collectivités qui n'arrivent plus à tenir les subventions qu'elles donnaient et le désengagement de l'État. Des structures disparaissent. On parle souvent des déserts médicaux. Il faudrait aussi évoquer les déserts sociaux pour tous ces territoires qui n'offrent ni services publics ni associations sociales ou de solidarité.

La précarité et la pauvreté touchent-elles aussi le monde associatif ?

On vit deux moments inédits depuis 30 ans. Le premier, c'est l'augmentation des besoins des populations avec une hausse de la pauvreté qui a atteint des niveaux jamais connus depuis deux années de suite. Les personnes vont mal. Elles cumulent parfois les difficultés : pauvreté, santé mentale, addictions. Phénomène nouveau selon les statistiques publiques, les femmes monoparentales avec leurs enfants figurent parmi les personnes à la rue. Dans le même temps, face à la dégradation de la situation, les moyens ne suivent pas. Les associations n'ont jamais connu une attrition des politiques publiques consacrées à la question de la solidarité aussi forte : baisse des aides des collectivités, de l'État et des fonds européens. En plus, nous devons absorber des baisses à venir allant de 10 à 15 %. L'équation de la solidarité devient impossible.

Pour les 70 ans de la FAS, vous lancez une campagne dans laquelle vous prônez la prise de parole publique des associations. C'est inhabituel ?

On a souvent confondu la question de ne pas être partisan avec celle de ne pas être politique. Or, deux citoyens, voire plus, qui montent une association, sont politiques au sens premier du terme. Tout le processus de professionnalisation des associations les a positionnés petit à petit en logique de prestataires de l'intérêt public. Le fait que l'État soit le seul qui le définisse a eu pour effet d'enfermer les associations dans un rôle d'opérateurs et de prestataires. Ce qui a occulté la vocation première des bénévoles réunis en association : émettre des avis, produire des analyses, construire des actions. Nous sommes convaincus de l'importance de notre travail de complémentarité avec les pouvoirs publics. Lorsque le politique fait fausse route ou met en place des dispositifs présentant un impact négatif pour nos concitoyens, nous avons la légitimité de la prise de parole. C'est important de s'en saisir et de se faire entendre. L'idée est de redonner du pouvoir d'agir et de la parole aux associations qui, jusque-là, avaient intériorisé qu'elles devaient se taire.

Propos recueillis par **Fatima Souab**

Le cri de la solidarité



Vidéo du clip « Campagne 70 ans de la FAS » à visionner sur youtube.com/@federationdesacteursdelaso2733

« Les solidarités de toutes nos forces », c'est le mot d'ordre donné à la campagne de communication de la Fédération des acteurs de la solidarité déployée pour ses 70 ans depuis juin dernier. Objectif : faire entendre en période électorale la voix des acteurs de la solidarité engagés dans l'accueil et l'accompagnement des plus fragiles, menacée par la baisse des financements de l'État et des collectivités ainsi que par la hausse des charges. *« Nous allons résister et défendre les solidarités pour qu'elles restent le cœur battant de notre société »*, annonce la page Web spécialement créée (**detoutesnosforces.org.**) pour recenser jusqu'au congrès national prévu les 21 et 22 janvier 2027 les actions illustrant cet engagement. Point d'orgue de la démarche : la publication de 70 propositions issues du terrain. En savoir plus : youtube.com/@federationdesacteursdelaso2733.



En Corse, visite du président de la caisse de MSA auprès d'une éleveuse ovine et porcine, qui malgré sa maîtrise de tout la chaîne de production, ne peut plus s'accorder de salaire.

Crises agricoles

Faire face ensemble : L'URGENCE D'ÊTRE PRÉSENTS

Les témoignages d'agriculteurs touchés par la crise de l'été racontent la même lassitude. Celle d'exploitants confrontés à des aléas qui se répètent, à des trésoreries fragilisées et à des démarches administratives difficiles à mener lorsque l'urgence est ailleurs. Face à cette situation, la MSA a fait un choix : ne pas attendre que les ressortissants demandent de l'aide.

« *Je n'ai jamais connu ça.* » *Après plus de vingt ans passés à la MSA,* Nathalie Jovi responsable de la prévention du mal-être à la MSA Île-de-France, résume un été 2026 inédit. Dans cette région habituellement moins touchée par les aléas climatiques, les cultures ont souffert comme rarement sous l'effet de la chaleur. Aucun territoire n'est épargné.

Au-delà des épisodes de canicule, de sécheresse ou des incendies, c'est leur accumulation qui frappe les terres agricoles. Une récolte compromise succède à une autre, les stocks de fourrage s'amenuisent, les trésoreries se tendent et l'incertitude gagne du terrain. « *Certains agriculteurs étaient encore dans l'action,* observe Nathalie Jovin. *Mais quand cela va retomber, on craint pour leur santé mentale.* » C'est précisément pour anticiper ce contrecoup humain que la MSA a renforcé, tout au long de l'été, puis avec le déploiement du plan Casi du ministère (lire encadré en p. 17), son accompagnement auprès des ressortissants les plus fragilisés.

Car les crises successives ne se traduisent pas seulement par des pertes économiques. Elles alimentent une fatigue morale, un découragement et un sentiment d'impasse chez beaucoup d'exploitants.

Aller vers, plutôt qu'attendre

Pour répondre à cette situation, les caisses de MSA ont renforcé leur stratégie d'« aller-vers », en lien avec les partenaires locaux. L'objectif : repérer les fragilités le plus tôt possible et maintenir un contact avec

En chiffres

100 % des **caisses** de MSA concernées par la sécheresse et la canicule

Plus de 150 000 **contacts** sortants réalisés entre janvier et septembre 2026.

947 **signalements** de mal-être agricole en septembre 2026, soit + 39 % par rapport 2025.


© MSA de la Corse

Céréales, légumes, arbres fruitiers, pairies… toutes les filières ont été touchées par les épisodes de canicules de l'été et subissent des pertes importantes.

les ressortissants avant qu'ils ne se retrouvent seuls face aux difficultés.

Depuis le début de l'année, plus de 150 000 contacts sortants ont ainsi été réalisés. Délégués, travailleurs sociaux, conseillers de protection sociale, médecins du travail ou encore réseau des Sentinelles participent à cette mobilisation. Concrètement, cela se traduit par des appels ciblés aux exploitants des zones les plus touchées, des visites d'exploitations, la participation aux cellules de crise organisées par les préfets. « *Nos ressortissants veulent des réponses concrètes. Nous devons être un régime de protection sociale à portée de main* », rappelle Jean-François Fruttero, président de la MSA. Pour cela, l'institution s'appuie notamment sur son réseau d'élus, souvent les premiers témoins des réalités locales.

Dans l'Hérault, dès le mois de juin, lorsque les effets de la sécheresse se sont accentués sur le secteur de La Salvetat-sur-Agout, les délégués MSA du territoire ont pris contact avec les agriculteurs impactés. Aux côtés des services de l'État, des chambres d'agriculture et des collectivités, ils ont participé aux réunions de crise organisées localement afin d'identifier les situations les plus préoccupantes. Une proximité essentielle : « *Nous allons au-devant d'eux parce que sinon ils ne nous solliciteront pas* », souligne Cédric Saur, président de la MSA du Languedoc.


© MSA du Languedoc

Dans l'Hérault, Anne et René Purseigle ont reçu en juillet les délégués de la MSA du Languedoc sur leur exploitation d'oliviers et de grenadiers bio. Ils ont notamment présenté les techniques utilisées pour préserver les cultures, telle que l'argile blanche qui protège contre la chaleur.

En Corse, les conséquences de la sécheresse s'ajoutent à des fragilités déjà anciennes. 30,4 % des personnes appartenant à un ménage agricole vivent en effet sous le seuil de pauvreté. « *Cet été, j'étais quasiment trois à quatre fois par semaine sur le terrain* », raconte Jean-Baptiste Cantini, président de la MSA de la Corse. Réunions locales, échanges avec les agriculteurs, coordination avec les partenaires : la caisse a multiplié les initiatives pour évaluer les besoins et faire remonter les difficultés.

Ce qui a le plus marqué Jean-Baptiste Cantini ? « *La sensation d'abandon.* » Beaucoup expriment leur appréhension pour l'avenir. Même constat en Languedoc : « *Beaucoup veulent sortir de la profession parce qu'ils sont désabusés* », confirme Cédric Saur.

Le mal-être, préoccupation majeure

Partout, les craintes convergent. La répétition des crises inquiète. En Corse, les signalements ont fortement augmenté ces dernières années. Difficultés économiques, isolement, problèmes de santé ou perspectives de transmission compliquées viennent se cumuler au dérèglement du climat.

À l'échelle nationale, le nombre d'appels vers Agri'écoute progressent »

et le facteur climatique est désormais cité trois fois plus fréquemment. « *Aujourd'hui, le grand défi est de savoir si on va nourrir le troupeau, si on va nourrir la famille* », résume Jean-Baptiste Cantini. Une préoccupation qui dépasse largement la seule dimension technique des exploitations.

L'action de la MSA s'inscrit également dans le cadre du plan Casi mis en place par le ministère de l'Agriculture. Le but est de combiner réponses économiques et accompagnement humain, en s'appuyant sur l'ensemble des partenaires du territoire. Prises en charge de cotisations, accompagnement social, soutien psychologique, cellules locales de coordination, repérage des situations à risque : il s'agit d'agir simultanément sur les difficultés économiques et sur leurs conséquences sociales. « *Nous sommes dans un accompagnement qui marche sur deux jambes* », résume Anne-Laure Torrésin, directrice générale de la CCMSA.

Car les crises climatiques ne sont plus des événements exceptionnels. Elles font désormais partie du quotidien agricole. Dans ce contexte, l'enjeu n'est plus seulement d'indemniser les pertes ou d'accompagner les démarches. Il s'agit aussi de se projeter dans l'avenir pour maintenir le lien avec celles et ceux qui, malgré les difficultés, continuent de faire vivre nos territoires.

Marie Molinario

Plan climat, adaptation, sécheresse, incendies

Le plan climat, adaptation, sécheresse, incendies (Casi) doté de plus d'un milliard a été décliné le 4 septembre dernier en région et dans chaque département pour soutenir et relancer la production. La mise en œuvre en a été confiée à chaque préfet. Il fait suite aux impacts d'une ampleur historique des vagues de chaleurs sur l'activité agricole. Au 24 août, 79 départements étaient en situation de crise hydrique. *« Plus de 50 % des prairies sont fortement dégradées dans la très grande majorité des régions. Dans cinq d'entre elles, le stock fourrager est inférieur de plus de 50 % à la normale. Dans une majorité des départements, les difficultés concernent plus de 20 % des exploitations »*, selon le ministère.

Olivier Damaisin

LE COORDINATEUR DU PLAN MAL-ÊTRE SUR LE TERRAIN


© DR

Le 25 septembre, en Île-de-France, en présence des organismes professionnels agricoles dont la chambre d'agriculture et la MSA, Olivier Damaisin (2e à gauche sur la photo), coordinateur national interministériel du Plan de prévention du mal-être en agriculture, dresse le bilan des actions menées sur le territoire afin de venir en aide aux agriculteurs pris dans la tourmente du dérèglement climatique de cet été. Comme partout ailleurs, les filières sont toutes touchées par la sécheresse. Depuis le 4 septembre, le délégué interministériel, missionné par le ministère de l'Agriculture, tient des réunions sur le sujet dans chaque région de France. L'objectif, rappelle-t-il, est d'*« aider, épauler les exploitants et les salariés agricole et leur dire qu'ils ne sont pas tout seuls. Nous sommes là justement pour répondre à leurs inquiétudes, qu'elles soient financières ou qu'elles relèvent d'un accompagnement psychologique »*. À terme, l'idée est de *« proposer de nouvelles façons de travailler sur l'enjeu du mal-être agricole »*. Il s'agit pour le coordinateur de renforcer les prises en charge des professionnels en difficulté. Une priorité le taraude : comment repérer et aider les nouveaux agriculteurs plongés dans le mal-être après une séquence de sécheresse dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir. Cette tranche d'âge est fragilisée compte tenu des crédits contractés à l'installation et mobilisés pour la poursuite de l'activité. Toutes les attentions doivent être tournées vers les jeunes installés qui seront les premiers à vaciller. Savoir les détecter et se tenir prêt à les accompagner, c'est le cap qu'il pose aux acteurs de la prévention. Et première mesure : partager les coordonnées des centres de secours à toutes les strates de la profession. La vigilance est de mise chez tous les professionnels qui interviennent de près ou de loin, auprès des agriculteurs. Ce réflexe s'impose jusqu'au contrôle quel qu'en soit le domaine d'intervention. « *L'humain doit primer sur tout le reste.* » Même l'expert comptable à l'heure de communiquer le bilan de l'entreprise doit intégrer ce principe de veille. La situation inédite le légitime, d'autant plus auprès d'une population connue pour être « taiseuse » lorsqu'il s'agit de faire état de ses difficultés. La sonnette d'alarme est tirée par le président de la MSA. Beaucoup d'agriculteurs mettent un point d'honneur à être à jour de leurs cotisations alors qu'ils sont en difficulté pour vivre et continuer à produire. L'inquiétude est partagée par le président de la chambre d'agriculture : leur silence alors que les champs sont à l'arrêt est sidérant. Il en dit long sur la profession. Beaucoup ne supportent pas la honte d'échouer.

Fatima Souab



FAIRE FACE ensemble.

Vous êtes exploitant ou salarié et la crise agricole vous met en difficulté ?

La MSA peut vous aider.

Découvrez les aides adaptées à votre situation sur msa.fr/faire-face-ensemble

santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore



Photos : Frédéric Fromentin/Le Bimsa



Bien-être et sécurité au travail

ÉTHOLOGIE : QUAND LES OREILLES DU CHEVAL NOUS PARLENT

Deux journées pour comprendre les comportements d'un cheval et agir sur les conditions de travail ? Une belle mise à l'étrier pour 15 responsables de centres équestres bretons, afin de chevaucher sur le chemin du bien-être des animaux. Et comme de celui-ci découle la sécurité du cavalier, elles sont coorganisées par la MSA d'Armorique et la commission qualité de vie & éthique du comité régional d'équitation de Bretagne.

Un froncement de sourcil prononcé, un large sourire et des bras grands ouverts, une crispation due à la douleur, ou encore une attitude reflétant la peur sont des signes que l'humain perçoit très tôt chez ses congénères. Leur interprétation lui est essentiel pour comprendre et interagir avec le monde qui l'entoure ; ce qui est d'autant plus vrai tant qu'il n'use pas du langage. Un trait qu'il partage alors avec les autres animaux. Eux aussi expriment leurs émotions et leur ressenti par leur comportement.

Pour les comprendre, une seule solution : l'observation. C'est d'ailleurs la base de l'enseignement que dispense Martine Hausberger, ex-directrice en éthologie au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Littéralement « *science des mœurs* » (« *ethos* » signifiant mœurs et « *logos* », science), l'éthologie s'intéresse aux comportements dans des conditions de vie données (domestiques, milieu naturel, captivité). Et comme Martine, son dada, c'est le cheval, c'est sur cet être vivant qu'elle porte tous ses regards.

Tout comme les 15 responsables de centres équestres bretons réunis, les 23 juin et 28 septembre, au cours de journées intitulées « Équitation, sécurité et bien-être équin : l'apport des observations éthologiques ». Elles sont animées par Martine Hausberger, Léa Guéguen, conseillère en prévention à la MSA d'Armorique, référente du secteur hippique, et son collègue David Guimard. « *Personne ne veut faire de mal aux chevaux* », affirme l'éthologue ce 28 septembre au club équestre de Lothéa, en plein cœur de la forêt de Toulfoën, près de Quimperlé. Le discours est clair.

Autant que le constat : globalement, les conditions de vie se sont améliorées. Et l'étude menée par Léa Guéguen prouve qu'il y a moins d'accidents dans les centres où les chevaux sont nourris avec davantage de fibres et où ils passent plus de temps au paddock qu'en box. Malgré tout, certains indicateurs restent mauvais. La raison ? « *Quand on parle de bien-être équin, personne n'évoque le travail,* révèle Martine Hausberger. *Et ce n'est pas tant la question de la durée que du confort qui est en jeu. À ce niveau, votre rôle d'instructeur est crucial. Il faut améliorer la formation des jeunes cavaliers.* »

Selon elle, les années 1990 ont marqué un tournant dans ce domaine. « *L'apprentissage avant de monter et le premiers cours à la longe ne se font plus. On veut que les débutants aient davantage d'autonomie, qu'ils s'amusent, mais on leur demande de faire des choses qu'ils ne maîtrisent pas. Comment un enfant peut-il gérer un cheval quand il ne trouve pas son*



Cette seconde journée – consacrée au lien entre bien-être équin, sécurité des personnes et pratique de l'équitation – avait pour objectif de mieux comprendre les comportements et agir sur les conditions de travail.

Le chiffre

67 % des accidents
se produisent lors de la conduite du cheval chez les salariés du secteur entraînement/dressage/haras.

propre équilibre ? »

Une mauvaise position du cavalier (mains hautes, rênes courtes) provoque une posture inappropriée chez l'animal. *« Une étude a mis en lumière que 34 % des lésions aiguës sont provoquées par le travail avec les mors après une journée. Un mors bien utilisé n'est pas un problème. Mais il est inutile à bas niveau. De plus, on sait depuis ces années-là que son action peut provoquer des problèmes de dos. C'est le mal du siècle, et pas seulement pour les humains ! »*

Pour y remédier, il faut apprendre à établir une relation de confiance avec son cheval et à le monter en étant décontracté. *« Ce que nous souhaitons, c'est qu'il ait envie de travailler ; mais se prendre plus de 200 coups de talon en une séance, il n'aime pas. Il suffit d'observer ses oreilles. »* Et savoir en interpréter les signes…

« Aujourd'hui, on enseigne que si ses oreilles sont positionnées vers l'arrière, il est à votre écoute, disponible. Or c'est l'inverse : si elles restent en arrière de façon durable, c'est que la séance n'est pas du tout agréable pour lui. Et si c'est en mangeant, cela exprime un mal-être », explique Martine Hausberger. Cette erreur d'analyse peut avoir de terribles conséquences dans une filière déjà très accidentogène. Car, il ne faut pas en douter, du bien-être de l'animal découle la sécurité du cavalier qui le monte.

Détecter et traduire les signes

Afin d'apprendre à détecter et traduire ces signes, les participants avaient des devoirs à réaliser entre les deux journées. Il s'agissait de prendre le temps d'observer ses animaux, notamment pendant le travail, de repérer et dénombrer les indicateurs décryptés en juin. Tâche désormais à eux de restituer les plus difficiles/les plus faciles à observer, les plus ou moins fréquents…

« Afin d'être pertinent, il faut passer par ce cadre scolaire, explique l'éthologue. *Pendant dix minutes, un quart d'heure, l'idée est de relever le nombre de fois où il fait ceci, ou cela. Les raideurs, les mouvements d'oreilles, les réactions à l'environnement, à la tension des rênes, les postures… Cela reflète la façon dont il perçoit la séance et cela influe sur le comportement qu'il aura la prochaine fois. »*

L'exercice n'est pas sans difficulté, apparemment. Entre les signes contradictoires, ceux que l'on note mais qu'on ne sait interpréter, la rapidité d'un comportement ou le fait de mettre en relation l'action du cavalier et la réaction qu'elle provoque chez le cheval, compliquent la tâche. N'est pas éthologue qui veut.

Ce que prouve Martine Hausberger au moment de l'exercice pratique. Réunis au milieu du manège en plein air, les professionnels ont pour mission de suivre le plus rigoureusement possible, et au moyen d'une grille d'évaluation, l'évolution de cavalières et de leurs chevaux. La responsable du centre remarque que l'un d'eux semble boiter très légèrement. Ce que confirme Martine, qui, après quelques secondes d'observation, préconise un changement de cavalière.

Lorsque la responsable le prend en main, le problème disparaît comme par magie. Certes, le chemin peut paraître long avant d'arriver à un tel niveau d'analyse, mais la résultante motive l'ensemble des présents. À la tête de structures à taille humaine, ils sont déjà convaincus par le discours. Eux aussi prônent une équitation réparatrice qui passe par le bien-être animal, notamment pendant le travail.

« On travaille trop souvent à l'envers, déplore la scientifique. *Il faut utiliser le renforcement positif, établir une bonne relation avec le cheval avant de le monter. »* Le premier critère est de repérer s'il est motivé. Ensuite, d'analyser sa perception du travail monté, la façon dont il l'exprime. *« Par ailleurs, il est essentiel de réinstaurer les phases de pause entre deux exercices et de rétablir la notion de gratitude »*, ajoute-t-elle.

L'objectif des personnes réunies ces deux jours est, finalement, de sortir du fatalisme dont peut faire preuve leur secteur. *« C'est pour cela que nous sommes ici, pour faire bouger le système »*, lance l'une d'elle. Car comme elle le souligne, *« nous avons le choix du cavalier, de l'entraîneur ou du responsable de club que nous voulons être »*.

Frédéric Fromentin



L'équipe de l'association Les Hardys Béhélec, dans le Morbihan, mise sur le vivre-ensemble.

Appel à projets

En action pour L'INCLUSION

Développement des compétences, de l'autonomie, du vivre-ensemble… à travers l'appel à projets Territoires en action, l'association Solidel et le Groupe Agrica soutiennent les initiatives œuvrant pour l'inclusion des personnes en situation de handicap. Découverte des cinq lauréats de l'édition 2026.

Dédié aux adhérents du réseau Solidel, créé par la MSA, l'appel à projets Territoires en action récompense cette année, par des dotations allant jusqu'à 20 000 €, cinq projets innovants répartis en quatre catégories ainsi qu'un coup de cœur du jury. L'objectif est d'améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap.

Emploi - Et si le numérique ouvrait de nouvelles perspectives ? À Chauffailles (Saône-et-Loire), l'établissement et service d'accompagnement par le travail (Esat) Convergences 71 est sélectionné pour son atelier de fabrication numérique du bois afin de diversifier les activités proposées. Les travailleurs en situation de handicap pourront ainsi collaborer à toutes les étapes de production, de la conception à l'expédition. Le projet démarrera avec la fabrication d'objets pour la communauté religieuse de Taizé, partenaire historique de l'établissement. Au-delà de ce premier débouché, l'atelier pourra se développer vers la signalétique, les trophées ou les objets touristiques. Adapté à différents profils, il vise à favoriser la montée en compétences et l'accès à des tâches valorisantes, tout en s'appuyant sur des menuisiers locaux.

Avancée en âge - Du cacao à l'inclusion. À Rocamadour (Lot), l'Esat Le Pech de Gourbière souhaite créer un atelier artisanal de torréfaction de cacao et de fabrication de chocolats. Pensé pour les personnes dont le handicap ou l'avancée en âge rendent les activités traditionnelles difficiles, ce nouvel espace offrira un cadre de travail plus adapté et structuré. De la sélection des fèves à la vente des produits, les différentes étapes de fabrication permettront de développer et valoriser les savoir-faire. Le projet mise aussi sur les circuits courts et les partenariats locaux pour proposer des créations associant des produits régionaux.

Mobilité - Gagner en autonomie pour mieux se déplacer au quotidien : c'est la mission que se donne l'Esat 4 Vaulx Jardin, à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), grâce à l'acquisition de deux véhicules électriques sans permis. Plus qu'un simple moyen de transport, ces voitures serviront de support d'apprentissage pour se familiariser à la conduite et faciliter les déplacements vers les services, les loisirs ou le travail. Le projet bénéficiera également à des jeunes d'institut médico-éducatif, leur offrant une première expérience de mobilité autonome. Une initiative qui entend lever l'un des principaux freins à l'inclusion sociale et professionnelle.

Cadre de vie - Du spectateur au réalisateur. Sur l'île de Noirmoutier (Vendée), l'Esat Les Quatre vents mise sur le cinéma. Baptisé « Portraits de Noirmoutier », le projet invite ses travailleurs à découvrir les coulisses du 7e art, sélectionner des courts métrages pour le festival Les Docs de Noirmoutier et réaliser leur propre documentaire consacré à la chorale des Sardines. Accompagnés par des professionnels, les participants passeront progressivement du rôle de spectateurs à celui de programmateurs puis de créateurs. Une manière de développer leur confiance en eux et leur pouvoir d'agir, tout en renforçant leur place dans la vie culturelle de l'île. Le but est également de multiplier les rencontres et changer le regard porté sur le handicap.

LE PRIX COUP DE COEUR

Et si l'inclusion se construisait ensemble ? C'est le pari de l'équipe des Hardys Béhélec (Morbihan), qui prépare une nouvelle journée dédiée au vivre-ensemble à Questembert. Forte du succès d'une première édition ayant réuni plus de 400 participants, l'association souhaite donner davantage la parole aux personnes en situation de handicap. Au programme : courts-métrages, tables rondes, théâtre, musique, créations artistiques et témoignages, imaginés et portés par les résidents des foyers de vie et de nombreux partenaires locaux. De nouvelles rencontres en perspective entre habitants, associations, collectivités et entreprises afin de faire de l'inclusion une réelle expérience partagée.



© DR

portrait DE DÉLÉGUÉE MSA

Valérie Arsicaud

La pro des cotisations SOCIALES

Valérie Arsicaud, élue déléguée MSA en 2025, s'attaque à un sujet épineux pour les agriculteurs : où vont les cotisations qu'ils paient ? Rencontre avec cette ancienne comptable qui fait de la vulgarisation du sujet sa nouvelle mission.

« *Je détestais la campagne, je ne me voyais pas y vivre* ». Difficile d'imaginer, quand on l'entend parler de sa jeunesse, que Valérie Arsicaud deviendrait agricultrice. Rien ne la prédestinait à ce métier, et encore moins à s'engager comme déléguée MSA en Charente sud. Fille d'un agent de maîtrise dans les tapis de voiture et d'une secrétaire dans un service de transports, elle grandit à La Rochefoucauld. Son rêve ? Devenir coiffeuse et installer son salon au milieu de l'effervescence de la ville. Elle s'orientera finalement vers le métier de comptable avant de rencontrer son mari, agriculteur. Au départ à la retraite de ses parents, celui-ci reprend la ferme familiale à Guizengeard. Et quand l'opportunité de racheter des poulaillers se présente, Valérie quitte son emploi et s'installe à son tour comme exploitante. En 2021, elle rejoint son mari en Gaec. Ils sont à la tête d'une ferme de 3 600 poulets, 6 hectares de vignes destinées au cognac et 80 ha de céréales Un choix qu'elle ne regrette pas. « *J'ai pu voir grandir mes enfants dans un environnement à la qualité de vie précieuse.* »

L'année dernière, bien occupé par leur ferme, le couple décide de participer à un atelier sur la charge mentale organisé par la MSA des Charentes. L'occasion s'offre à elle : elle se présente comme déléguée MSA. « *C'est toujours facile de critiquer de l'extérieur quand on ne sait pas comment ça fonctionne. J'ai voulu découvrir cette grande institution de l'intérieur.* » Lors de l'assemblée générale de la caisse, un film projeté décrypte en détail le rôle et le fonctionnement des cotisations sociales. Pour l'ancienne comptable, amoureuse des chiffres, c'est le déclic : elle veut comprendre où part cet argent et surtout, aider les agriculteurs à y voir plus clair.

Derrière les chiffres

Elle a alors l'idée d'organiser une rencontre avec les agriculteurs de son canton pour leur expliquer à quoi servent concrètement ces prélèvements. « *Tous ces chiffres, il faut que les adhérents les connaissent. On paie pour la protection sociale, la caisse de retraite, le chômage…* » La réunion a permis un premier contact avec les agriculteurs que l'élue ne compte pas lâcher. « *Ils doivent savoir que la MSA est là pour eux. C'est à nous de faire le lien entre eux et l'institution.* ».

Mais Valérie ne s'arrête pas là et multiplie les actions dans sa région pour faire connaître la MSA. C'est ainsi qu'elle a rencontré des adolescents qui ont réalisé un projet de bande-dessinée à Barbezieux. *Paroles de jeunes* partage le quotidien et la vision du monde rural d'un groupe d'adolescents à travers l'écriture et le dessin. « *Ça fait plaisir de voir que les élans artistiques de nos jeunes sont valorisés même à la campagne* », salue la déléguée. Elle était aussi présente lors d'une journée consacrée au dépistage des cancers, à la foire-expo de Barbezieux ou encore pour le Geronto challenge (une journée pendant laquelle les maisons de retraite du département se rencontrent et où des activités sont organisées). Elle s'implique également dans les dispositifs Soutien Agri', Sentinelles et intervient sur des sujets liés à la charge mentale et administrative qui peuvent plomber le moral des paysans. Une nouvelle rencontre avec eux est déjà prévue pour le mois de décembre. L'élue de 54 ans compte bien poursuivre sur sa lancée et continuer à faire le lien entre les agriculteurs et la MSA.

Coline Lucas

On se dit presque tout…

› Que sont devenus vos rêves d'enfants ?
Mes rêves d'enfants sont bien loin ! Je voulais être coiffeuse, j'ai finalement fait des études de secrétaire comptable, et je vais sûrement finir ma vie en étant agricultrice ! Comme quoi tout dépend des gens qu'on rencontre.

› Quels sont vos loisirs favoris ?
Avec mon mari, on adore visiter les villes pour découvrir leur architecture. Nous sommes allés à Athènes, à Rome, Lisbonne, Barcelone… et même à Leeds pendant les études de notre fille. On fait aussi beaucoup de vélo !



PROTÉGER L'ÉLEVAGE COMMENCE PAR SE PROTÉGER SOI-MÊME

VACCINEZ-VOUS CONTRE LA GRIPPE

PLUS D'INFOS SCANNEZ-MOI !

msa
santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore


© MSA Côtes Normandes

Comme à la Ferme d'Ailly, dans le Calvados, de nombreux glanages et mobilisations contre le gaspillage alimentaire se sont tenus dans toute la France.

Journées du don agricole

La solidarité dans **LES CHAMPS**

Des oignons glanés dans le Calvados aux courges collectées dans le Vaucluse, ou encore des repas distribués aux personnes sans-abri à Lyon… En septembre, les Journées nationales du don agricole, organisées par Solaal, ont une nouvelle fois mis en valeur la solidarité alimentaire.

Au milieu d'un champ, près de Falaise, dans le Calvados, les jeunes s'activent sous le soleil généreux de septembre. Ce jour-là, à la Ferme d'Ailly, exploitée par Mathilde Vermes, déléguée à la MSA Côtes Normandes, 35 élèves du lycée agricole Le Robillard participent à une opération de glanage solidaire organisée avec l'association Solidarité des producteurs agricoles et des filières alimentaires (Solaal). En quelques heures, 90 kilos d'oignons sont récoltés avant d'être redistribués aux bénéficiaires des Restos du Cœur.

Une initiative qui s'inscrit parmi les dizaines d'autres actions organisées dans le cadre des Journées nationales du don agricole. Tout au long du mois de septembre, agriculteurs, coopératives, entreprises agricoles, associations d'aide alimentaire et bénévoles se sont mobilisés partout en France pour collecter des produits destinés aux personnes en situation de précarité.

En tout, pas moins de 70 opérations ont permis de recueillir 581 tonnes de produits agricoles, soit l'équivalent de 1,2 million de repas. Fruits, légumes, produits laitiers ou œufs ont ainsi trouvé une seconde vie au lieu d'être gaspillés.

En chiffres

70 **opérations**
dans toute la France

581 **tonnes**
de produits agricoles donnés

1,2 **million**
équivalent repas

Culture de la solidarité

Dans le Vaucluse, au Marché d'intérêt national de Cavaillon, grossistes et producteurs ont, comme chaque année, donné les produits invendus de la journée. Courges, melons, pêches, nectarines ou aubergines ont été remis aux associations d'aide alimentaire du territoire. Ailleurs, plusieurs rencontres ont également eu lieu entre acteurs du monde agricole, de l'aide alimentaire et de l'accompagnement social. À Lyon, le mois de mobilisation s'est conclu par une distribution de repas destinée aux personnes sans-abri de l'agglomération. Grâce à l'implication des donateurs, plusieurs centaines de litres de lait, des courges et des poivrons ont pu être valorisés pour préparer les repas et alimenter de futures distributions.

Pour Angélique Delahaye, présidente de Solaal, les glanages solidaires créent *« un lien direct entre le monde agricole et les associations d'aide alimentaire »*. Elle souligne également l'intérêt de redistribuer des produits frais issus des territoires, souvent peu présents dans l'aide alimentaire, tout en luttant contre le gaspillage.

Un engagement qui ne s'arrête pas là puisque les actions se poursuivent, notamment à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre. Une belle façon de rappeler que, dans les champs comme dans les exploitations, la solidarité se cultive tout au long de l'année.

Marie Molinario


© DR

Le 30 septembre, une distribution de repas pour les sans-abris a eu lieu avec le chef Christophe Geoffroy.



1



Journées européennes du patrimoine 2026

QUAND L'AGRICULTURE PREND LA POSE

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, l'Académie d'agriculture de France a ouvert exceptionnellement ses portes au public le samedi 19 septembre dernier, pour une exploration des liens entre l'agriculture et la photographie. Deux académiciens, Pierre Del Porto, président de la Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural, et André Fougeroux, responsable du fonds documentaire, ont joué les maîtres d'exposition.

Êtes-vous amateurs de vaches ou d'herbiers ? Pour parcourir 200 ans d'agriculture, à travers la photo, l'Académie d'agriculture de France propose de ne pas choisir et de tâter du doigt et des yeux la grande histoire de la rencontre entre le milieu agricole, la botanique et les arts qui les ont représentés. Pour cette escapade, direction d'abord le Palais de l'Industrie, un édifice construit à Paris, entre l'actuel Petit Palais et la place de la Concorde, le long des Champs-Élysées. Érigé pour accueillir l'Exposition universelle de 1855, présentant des produits agricoles et industriels, le bâtiment va accueillir en mai 1856, le premier concours agricole universel parisien. Sur les trois étages du palais s'exposent pendant plusieurs jours des végétaux, des machines et des animaux. Dès cette année-là, les bêtes affluent de toutes les régions de France et de toute l'Europe, donnant à voir la diversité des élevages. L'événement pose les prémisses de ce qui deviendra ultérieurement le Salon international de l'agriculture.

Est-ce la photographie, alors en plein essor, qui va ancrer à jamais ce moment dans la postérité ? Daguerréotypeurs et médias étrangers vont le rendre inoubliable. L'impératrice Eugénie passe commande à l'un de ses photographes attitrés, Adrien Tournachon, dit Nadar jeune (1825-1903), connu notamment pour ses portraits d'écrivains (Émile Zola, Alexandre Dumas, Jules Verne, George Sand). Il est chargé de photographier les bêtes primées. Ses clichés sont rassemblés dans un ouvrage intitulé *Un Album photographique des races bovines et ovines du concours agricole universel*. Ils sont édités à faible tirage sur du papier salé, une technique utilisée de 1839 aux années 1860. Mais Nadar jeune n'est pas le seul à s'intéresser au sujet. Les frères Louis-Auguste et Auguste-Rosalie Bisson, « photographes de l'empereur » Napoléon III, couvrent également le concours.

L'immortalisation de l'événement va plus loin. La même année, l'empereur et le ministre de l'Agriculture, Armand Béhic, confient à Émile Baudement, professeur de zootechnie au Conservatoire impérial des arts et métiers (aujourd'hui Conservatoire national des arts et métiers), le soin de rédiger un livre sur toutes les races bovines présentées au concours. Pour s'acquitter de sa mission, l'universitaire fait appel à plusieurs peintres connus, dont

Le saviez-vous ?

Les Journées européennes du patrimoine permettent chaque année aux sites historiques d'ouvrir leurs portes au grand public pendant deux jours. L'édition des 19 et 20 septembre derniers a mis à l'honneur deux thèmes : « Patrimoine de la photographie » et « Patrimoine en péril : raviver, résister, réimaginer ».



2



3



4

Copyright photos et illustrations : DR

1 À Paris, le Palais de l'Industrie accueille le Concours agricole universel de Paris, l'ancêtre du Salon international d'agriculture.

2 Une vache salers et son veau sont représentés par les frères Bisson. Il s'agit des premières photos de races bovines.

3 L'artiste-peintre Rosa Bonheur s'inspire des clichés de Nadar Jeune et des frères Bisson pour peindre l'animal dans son milieu géographique.

4 Parmi les boutures de vignes recensées au XIXe siècle par Pierre-Joseph Redouté figure Le Croc noir, un cépage historique de Mayenne disparu aujourd'hui.

Rosa Bonheur et son frère Isidore : il leur demande de reproduire les bovins en s'inspirant des clichés de Nadar jeune et des frères Bisson mais en replaçant chaque animal dans son environnement et sa région d'origine. Cinq ans plus tard, en 1861, cela donne un grand ouvrage de deux tomes comprenant 95 planches de races bovines au titre suivant : *Les Races bovines au concours universel agricole de Paris en 1856 : études zootechniques.*

Outil de mémoire

Les allers-retours entre la photographie, le dessin et la peinture, traversent aussi la botanique, la science qui étudie les végétaux. La nécessité de représenter les plantes s'impose dès ses débuts. L'herbier répond au besoin de figurer les éléments significatifs de la plante à des fins d'études, de classification et de recensement à visée historique. Carl von Linné, médecin et naturaliste suédois du XVIIIe siècle, s'illustre dans cette conquête du savoir. Son travail de taxinomie prend une nouvelle ampleur avec la publication en 1737 de son traité de botanique *Hortus Cliffortianus*. Le scientifique y mobilise les techniques du dessin et de la gravure pour décrire et analyser ses herbes.

L'âge d'or de la peinture botanique est incarné à la fin du XIXe siècle par l'artiste belge Pierre-Joseph Redouté, connu pour ses compositions florales au point d'être surnommé « Raphaël des fleurs ». Le célèbre illustrateur contribue à faire du Jardin royal des plantes médicinales (ancêtre du Muséum national d'histoire naturelle) le principal centre mondial de recherche et d'enseignement. C'est dans ce contexte que la photo fait son entrée en scène. L'année 1843 l'impose comme un outil de travail incontournable. La naturaliste britannique Anna Atkins publie *Photographs of British Algae: Cyanotype Impressions,* le premier livre illustré exclusivement par des photographies. L'autrice y reproduit des algues séchées sur papier sensible selon le procédé du cyanotype conçu par John Herschel en 1842. Qu'elle mette en boîte les élevages ou les plantes, la photo se taille une place dans l'écosystème de la recherche scientifique, servant d'instrument d'exploration et de connaissance.

Fatima Souab

Trois questions à Pierre Del Porto

Ingénieur agricole, académicien depuis 2009, Pierre Del Porto revient sur l'enjeu de l'exposition.

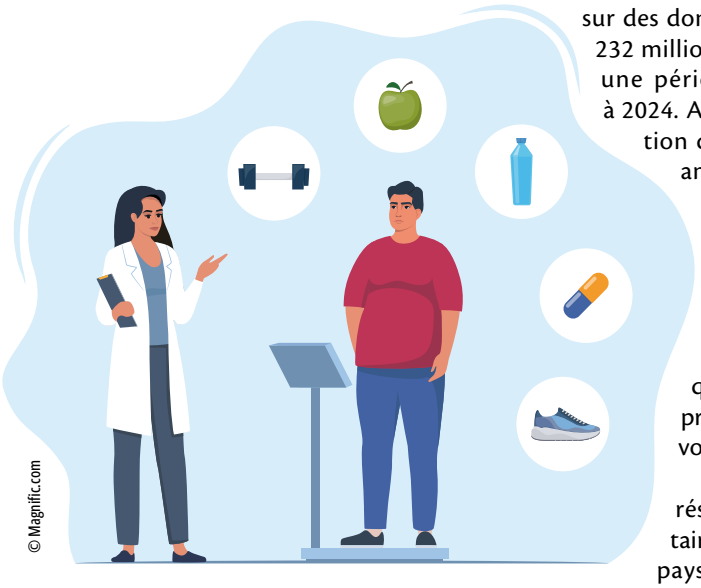
› Quel message véhiculent vos images ?
Les illustrations racontent l'évolution de l'agriculture, des races, de la botanique. Elles montrent aussi comment la mémoire en a été conservée à travers les siècles. L'objectif pour nous est aussi de faire découvrir l'Académie et la richesse de sa bibliothèque comprenant plus de 45 000 ouvrages.

› Comment avez-vous conçu votre exposition sur l'agriculture et les races bovines ?
Je me suis beaucoup appuyé sur le livre de Bernard Denis *Les Vaches ont une histoire,* paru en 2016 aux éditions Delachaux et Niestlé. L'auteur revient sur les premières représentations photographiques des bovins. Son travail m'a aidé à documenter comment l'image accompagne l'agriculture.

› L'illustration remplit-elle un rôle essentiel pour la science ?
Je peux répondre par une anecdote de mon confrère André Fougeroux sur Pierre-Joseph Redouté, le grand peintre botanique du XIXe siècle. À l'époque, Jean-Antoine Chaptal, ministre de l'Intérieur, veut améliorer la qualité des vins fabriqués en France. Dès sa nomination, il demande à tous les départements d'envoyer à Paris les pieds de vignes de leur territoire pour que ceux-ci soient plantés et identifiés. Au total 570 cépages arrivent dans les jardins du Luxembourg. L'empereur Napoléon exige que ce travail d'identification se fasse par la peinture. Pierre-Joseph Redouté est chargé de son exécution. Cette opération donne naissance à l'ampélographie, une discipline botanique consacrée à l'étude la vigne et de ses variétés. Chaque cépage est identifié selon sa branche, sa feuille et sa grappe. Et surprise à l'Académie il y a huit ans, nous retrouvons par hasard un carton de 83 vélins de Redouté mesurant 60 cm sur 40 cm. C'est une fierté.

OBÉSITÉ : la progression ralentit en France

Une étude épidémiologique internationale de grande ampleur sur l'obésité montre des résultats très contrastés selon les pays et leur richesse. La France se distingue parmi les moins touchés.



© Magnific.com

Régulièrement citée comme une épidémie majeure, l'obésité touche plus d'un milliard d'individus dans le monde. Calculée à partir de l'indice de masse corporelle, du pourcentage réel de masse grasse et de plusieurs marqueurs métaboliques comme la tension ou le cholestérol, l'Organisation mondiale de la santé la définit comme « *une maladie chronique et complexe, liée à des interactions entre facteurs biologiques, comportementaux, sociaux et environnementaux* ». Une étude scientifique internationale[1], publiée le 13 mai 2026 dans la revue *Nature*, met en évidence de grandes disparités selon les pays, le genre, l'âge ou encore le revenu. Menée par le réseau scientifique *NCD Risk Factor Collaboration* (NCD-RisC), elle s'appuie sur des données de 197 pays et 232 millions de personnes sur une période allant de 1980 à 2024. Après une augmentation constante depuis les années 1990, les résultats montrent une stabilisation des taux dans les pays développés, notamment en Europe occidentale, tandis qu'ils continuent de progresser dans ceux en voie de développement.

La France semble résister à la crise sanitaire : elle fait partie des pays dont le taux est le plus faible. La prévalence de l'obésité y est « *estimée à 5 % pour les 5-19 ans* », indique le CHU de Toulouse, qui a participé à l'étude. Chez les adultes de 20 ans et plus, elle est de 11 %. Une tendance nuancée par un taux qui a explosé chez les 18-24 ans, selon l'étude française Obépi-Roche de 2020. La France, l'Espagne et l'Italie sont les seuls où la maladie recule chez les femmes adultes.

La prévention comme frein

Alors comment expliquer ce ralentissement ? Selon le Dr Jean Ferrières, professeur à l'Université de Toulouse et chercheur au Centre d'épidémiologie et de recherche en santé des populations (Inserm), « *la situation observée pourrait s'expliquer, au moins en partie, par certaines habitudes de vie encore bien ancrées : des repas structurés, une alimentation diversifiée, une moindre place accordée au grignotage et la pratique régulière d'une activité physique.* »

Une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)[2] menée à partir de données européennes de 2019 relève certaines mesures efficaces pour lutter contre le surpoids et l'obésité. Elle mentionne notamment « *l'interdiction des publicités promouvant des produits gras, salés ou sucrés et ciblant les enfants et les adolescents, l'étiquetage nutritionnel ou encore la taxation des boissons sucrées.* »

Une dynamique qui doit inciter à continuer les efforts de prévention mis en place. « *L'obésité demeure un enjeu majeur de santé publique et les inégalités sociales face à cette maladie restent une réalité importante* », rappelle le professeur Ferrières. Selon Santé publique France, sa prévalence est en effet quatre fois plus élevée chez les enfants d'ouvriers. En Europe, plus de la moitié de la population est en surpoids ou obèse.

Ces résultats constituent un signal encourageant pour la population française, l'obésité représentant un facteur de risque important de nombreuses maladies chroniques comme les pathologies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et certains cancers.

Coline Lucas

(1) *Obesity rise plateaus in developed nations and accelerates in developing nations*, mai 2026.
(2) *Surpoids et obésité : facteurs de risque et politiques de prévention en France et dans le monde*, juillet 2024.

Retrouvez-nous sur le web

Consultez **lebimsa.fr** pour **découvrir plus d'informations de vos régions** et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr